



SOMMAIRE

	Pages
Point 7 de l'ordre du jour:	
Rapport du Conseil du développement industriel (suite) . . .	171
Conditions de travail dans la Salle du Conseil	175

Président : M. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Australie, Autriche, Brésil, Grèce, Irak, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, République arabe unie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du développement industriel (E/4385 et Corr.1) (suite)

1. M. BILLNER (Suède) dit que la délégation suédoise a pris connaissance avec intérêt du rapport du Conseil du développement industriel (E/4385 et Corr.1). Ce rapport montre qu'on s'est efforcé de trouver les moyens de faire de l'ONUDI un instrument d'action dynamique dans le domaine du développement industriel. Ce souci se reflète aussi dans le programme de travail ou, plus exactement, dans les lignes directrices qui ont été établies en vue des activités futures de l'Organisation et qui sont contenues dans la résolution 1 (I) du Conseil. Il n'est toutefois pas possible d'orienter une organisation internationale vers l'action en se bornant à indiquer le sens de ses travaux ; la façon dont le Directeur exécutif et son personnel rempliront leur tâche, et les moyens financiers et autres qui seront mis à la disposition de l'Organisation, revêtiront aussi une grande importance. La Suède attend avec intérêt le document que le Directeur exécutif doit présenter, à la demande du Conseil du développement industriel, sur le programme de travail pour 1968 et ses

incidences financières, compte tenu des directives contenues dans la résolution susmentionnée. Il ne faut pas oublier que le programme de travail ne pourra porter que sur les activités administratives et de recherche entreprises au siège. Quant aux activités opérationnelles, elles devraient être financées par le PNUD. Une étroite coopération devrait donc s'établir entre ces deux organisations, et les demandes d'assistance dans le domaine du développement industriel devraient être soumises au PNUD et approuvées par lui.

2. Si, jusqu'ici, le PNUD a joué un rôle modeste dans le développement industriel, cela est dû, avant tout, à l'absence de demandes. Il faut espérer que les pays en voie de développement auront de plus en plus recours aux formes d'assistance offertes par l'ONUDI et le PNUD, et que des ressources supplémentaires seront mises à la disposition de ce dernier. La Suède a toujours préconisé un accroissement des contributions au PNUD et s'est efforcée de donner l'exemple. A la quatrième session du Conseil d'administration, on a insisté sur le rôle que peut jouer l'ONUDI dans la recherche, l'élaboration et l'exécution de projets industriels financés par le PNUD ; mais on a reconnu aussi que l'ONUDI avait besoin de temps pour s'organiser dans son nouveau siège avant de pouvoir assumer toutes ses responsabilités (E/4398, par. 81).

3. La délégation suédoise estime que le personnel de l'ONUDI ne devrait pas se trouver uniquement au siège de l'Organisation, mais aussi là où se déroulent les activités opérationnelles. C'est pourquoi elle se félicite que l'on envisage de détacher des conseillers en développement industriel auprès des représentants résidents du PNUD. Cette mesure permettra, d'une part, d'améliorer l'assistance technique offerte aux pays en voie de développement pour les aider à définir leur politique et de mieux répondre à leurs demandes, et, d'autre part, de faciliter la coordination des diverses activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel.

4. La coordination ne s'obtient pas par la législation, mais par la négociation. Il convient donc que les organes compétents concluent des accords et profitent mutuellement de leur expérience. La coordination doit, en premier lieu, tendre vers la coopération et non pas vers une stricte division des compétences. On trouve un exemple de coopération internationale dans les accords intervenus entre le GATT et la CNUCED en matière de promotion des échanges. Le Gouvernement suédois se félicite de cette initiative commune, car la promotion des échanges est indispensable pour que les pays en voie de développement accroissent leurs exportations. Il s'intéresse également au programme de promotion des exportations, proposé récemment (voir E/4301, par. 6

à 8), dont le but est de grouper toutes les activités des Nations Unies visant à promouvoir les échanges. L'ONUDI participera à ce programme, car, comme l'indique la résolution 1 (I) du Conseil du développement industriel, cette organisation traitera de certains aspects de la promotion des échanges. Il est donc nécessaire de procéder à une répartition convenable des tâches entre l'ONUDI, d'une part, le GATT et la CNUCED, d'autre part, sans toutefois tracer une ligne de démarcation définitive. Lorsque l'ONUDI devra apporter une aide aux pays en voie de développement pour la création d'industries et d'institutions visant à accroître les exportations, elle aura besoin d'informations sur les éventuels marchés d'exportation, informations qui pourront lui être fournies par le GATT et la CNUCED. De même, lorsque ces deux organismes s'efforceront de promouvoir le commerce des produits provenant des pays en voie de développement, l'ONUDI leur transmettra des informations détaillées sur les projets industriels des pays en voie de développement et sur les politiques mises en œuvre pour accroître les exportations d'articles manufacturés.

5. Les Etats Membres devraient être informés régulièrement des discussions qui se déroulent entre les divers organes des Nations Unies au sujet des problèmes de coordination et devraient être consultés chaque fois que l'on envisage de créer des groupes d'experts en vue d'examiner certains problèmes qui se posent à ce sujet.

6. Le Colloque international sur le développement industriel qui doit se tenir en décembre 1967 revêt une grande importance et mérite d'être préparé avec beaucoup de soin. Le Gouvernement suédois a créé à cette fin un groupe préparatoire. L'objectif du Colloque est d'aider à établir le futur programme de travail de l'ONUDI et à définir sa politique, et, en même temps, de permettre un échange fructueux de connaissances techniques. Il faut donc veiller à ce que les discussions de principe ne dominent pas les débats. Il est souhaitable aussi que le secrétariat de l'ONUDI et les Etats Membres prennent les mesures pratiques nécessaires en vue d'assurer une large participation d'experts et d'industriels. Cette participation pourrait aider le secrétariat de l'ONUDI dans ses efforts de recrutement.

7. M. MARCHAND STENS (Pérou) souligne l'importance que son gouvernement attache à l'ONUDI et rappelle que son pays souhaite vivement que le bureau régional de l'ONUDI en Amérique latine s'installe à Lima, où toutes les facilités seront accordées pour son installation et son bon fonctionnement.

8. M. VIAUD (France) souligne que le développement industriel est un moyen sûr d'accélérer le progrès économique et social des pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation française accueille avec intérêt le premier rapport du Conseil du développement industriel. Tout en regrettant qu'il n'apporte pas de solution à tous les problèmes, elle se félicite des travaux qui ont été entrepris. Le rapport reflète les difficultés inévitables que rencontre une organisation jeune. En premier lieu, l'ONUDI fait face à la difficulté de se définir elle-même. Il subsiste des divergences de

vues quant à ses buts. Certains pensent que l'ONUDI doit se consacrer exclusivement au développement industriel des pays peu développés; d'autres estiment que ce développement est le principal objectif à atteindre dans un cadre plus vaste qui est l'examen en commun des problèmes du développement industriel par les pays développés et les pays en voie de développement. Deuxièmement, l'ONUDI n'est pas parvenue à définir ses fonctions avec précision, en raison de la querelle doctrinale qui a opposé ceux qui sont partisans d'une organisation orientée vers l'action et ceux qui penchent plutôt pour une organisation d'étude et de recherche. De l'avis de la délégation française, l'ONUDI doit être les deux à la fois. Aucune action n'est possible si elle ne repose pas sur l'étude et la recherche, mais il convient de veiller à ce que ces deux facteurs ne paralysent pas les possibilités d'action. Troisièmement, l'ONUDI éprouve certaines difficultés à se définir face à d'autres organisations et à délimiter sa structure aussi bien au siège que sur le terrain, notamment vis-à-vis des commissions économiques régionales. En dernier lieu, le Conseil n'a pas pu apporter de solution au problème des ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'Organisation. Il est, en effet, difficile de trouver des ressources si l'on ne dispose pas d'un programme de travail, et il est difficile également d'établir un programme de travail rationnel sans connaître les ressources disponibles. M. Viaud espère que cet obstacle pourra être surmonté, non pas par une décision arbitraire, mais grâce à l'expérience acquise par l'ONUDI et grâce à la volonté des Etats Membres de contribuer au développement industriel.

9. Il serait injuste de conclure, après avoir énuméré ces difficultés, que le travail du Conseil est peu satisfaisant et incomplet. Il n'était pas possible, en effet, de tout résoudre à la première session du Conseil. Si les problèmes en question sont réglés l'un après l'autre, l'Organisation pourra prendre un bon démarrage. Il serait utile, cependant, qu'un accord se fasse sur l'action future de l'ONUDI. Celle-ci est une organisation autonome et non pas indépendante. Si elle s'éloignait des organisations qui ont leur mot à dire dans le développement industriel, elle risquerait de s'isoler et ne serait pas en mesure de remplir sa tâche. L'autonomie, dans ce cas, signifie donc l'autonomie dans la coopération. C'est là que réside la clé des difficultés que rencontre l'ONUDI au début de son existence.

10. En ce qui concerne l'articulation des activités de l'ONUDI avec celles d'autres organisations compétentes des Nations Unies, l'ONUDI a un rôle propre à jouer. Elle seule peut mener à bonne fin les études sur le développement industriel dont le but est de mettre en lumière les problèmes techniques et commerciaux que pose la création de nouvelles industries dans les pays qui en sont dépourvus. L'ONUDI doit être, en outre, un centre de diffusion des connaissances qui seront mises à sa disposition par les différents pays. Elle doit être aussi en état d'accorder aux pays en voie de développement qui le demandent une assistance technique spéciale que les organisations traditionnelles des Nations Unies ne sont pas à même de fournir. L'ONUDI doit également participer aux activités générales des Nations Unies

dans le cadre du développement industriel ; elle doit être l'agent d'exécution du PNUD dans les domaines qui relèvent de sa compétence. Pour concrétiser les liens entre le PNUD et l'ONUDI, le Directeur exécutif devrait suivre régulièrement les travaux du Comité administratif de coordination et ceux du Bureau consultatif interorganisations du PNUD. En dernier lieu, l'ONUDI doit être un instrument de coordination au sein de l'Organisation des Nations Unies, non pas en se substituant au Conseil économique et social, mais en effectuant un travail de coordination plus limité, par exemple avec les commissions économiques régionales. Elle peut jouer un rôle important en centralisant les résultats des études et des conférences techniques organisées dans le cadre de ces commissions.

11. A propos des ressources financières de l'ONUDI, M. Viaud pense que le problème des dépenses administratives est résolu du fait de l'inscription de ces dépenses dans un chapitre séparé du budget de l'Organisation des Nations Unies. Il faut espérer que les ressources mises à la disposition de l'ONUDI seront utilisées avec économie et efficacité. En ce qui concerne les ressources du budget opérationnel, il y a lieu de déplorer le morcellement du titre V du budget général. Il convient de poursuivre l'examen de ce problème sans prendre de décision hâtive et prématurée. Il est possible en effet qu'en 1968, on ait une meilleure connaissance du problème. Quant aux ressources qui émanent des contributions volontaires, elles devraient bénéficier aux activités propres de l'ONUDI. Les contributions directes devraient être effectuées en nature. Le Gouvernement français pense qu'en mettant à la disposition de l'ONUDI des experts, des bourses et des documents techniques, on contribue à l'organisation de rencontres entre techniciens, domaine dans lequel l'ONUDI a un rôle très utile à jouer. En ce qui concerne les contributions en espèces, il convient d'insister pour que l'ONUDI soit un agent d'exécution des projets du Fonds spécial dans les domaines qui sont de sa compétence.

12. Pour la délégation française, les rencontres internationales sont un moyen d'action propre à l'ONUDI. Il est souhaitable que le prochain Colloque international sur le développement industriel soit organisé avec tout le soin voulu. Etant donné les difficultés matérielles qui se présentent, la délégation française n'hésiterait pas à se rallier à une recommandation visant à reculer la date du Colloque, si une telle décision devait être le gage de son succès.

13. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) pense lui aussi que l'ONUDI a accompli des progrès encourageants depuis sa création. Il formule l'espoir que les cycles d'étude qui ont déjà eu lieu en URSS et ceux qui sont envisagés pour 1968 fourniront des éléments utiles pour l'organisation des travaux futurs de l'ONUDI. Les insuffisances que l'on peut actuellement constater tiennent surtout à l'absence d'une juste appréciation des problèmes que l'industrialisation pose aux pays en voie de développement. Les débats qui ont eu lieu à la première session du Conseil du développement industriel ont bien fait ressortir l'importance du secteur public et la nécessité, pour

l'Etat, d'élaborer des plans en vue d'éliminer les anciennes structures économiques datant de l'époque coloniale. L'industrialisation des jeunes Etats exige que le gouvernement intervienne pour développer les exportations et autres secteurs vitaux, réglementer les prix, appliquer une saine politique de devises et contrôler les investissements étrangers. L'étude du secteur public et de la planification d'Etat doivent donc occuper une large place dans les activités de l'ONUDI. La délégation soviétique ne saurait accepter la conception d'une organisation qui se limiterait à des activités sur le terrain. Il convient de réaliser un juste équilibre entre les activités opérationnelles et les études techniques et d'y faire participer tous les Etats sans exception, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation des Nations Unies. A cette fin, et compte tenu des tâches multiples dont elle devra s'acquitter, l'ONUDI doit envisager de faire largement appel à des experts recrutés à titre temporaire, comme c'est le cas pour le PNUD. Le personnel permanent serait composé, en nombre relativement restreint, de spécialistes polyvalents.

14. En ce qui concerne le Colloque international sur le développement industriel, la délégation soviétique estime que la terreur et la répression policière qui sévissent actuellement en Grèce, la suppression des libertés démocratiques, l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires de personnalités et de savants éminents au mépris des principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'exploitation politique dont a fait l'objet la visite à Athènes du Directeur exécutif de l'ONUDI, rendent impossible la réunion du Colloque en Grèce. L'Organisation des Nations Unies ne saurait cautionner les agissements d'un gouvernement fasciste qui ont suscité, dans le monde entier, un vaste mouvement de protestation dont on a pu trouver de larges échos dans la presse.

15. Dans ces conditions, la délégation soviétique se prononce vigoureusement pour la réunion du Colloque dans une autre ville, comme cela est envisagé au paragraphe 212 du rapport du Conseil du développement industriel. Elle se réserve le droit de présenter une proposition formelle à cet effet.

16. M. LOPEZ (Philippines) dit qu'il ne servirait à rien de rouvrir la polémique au sujet de l'industrialisation et qu'il est encore trop tôt pour apprécier les résultats obtenus par l'ONUDI. Il s'agit, avant tout, de faire en sorte que la nouvelle Organisation puisse fonctionner dans les meilleures conditions possibles. Le Conseil du développement industriel a déjà réglé les questions d'organisation et a précisé les grandes lignes de l'action future. On ne peut, à ce stade, que répéter trois idées fondamentales. Premièrement, l'ONUDI, comme le PNUD et la CNUCED, doit s'employer à répondre aux besoins urgents des pays en voie de développement. Deuxièmement, elle doit coordonner étroitement les activités d'autres organismes, en particulier le PNUD, afin que celui-ci reçoive les directives qui lui font actuellement défaut dans le domaine du développement industriel. Troisièmement, il faut que les pays en voie de développement, quels que soient les doutes qu'ils aient

pu éprouver antérieurement, apportent à l'ONUDI toute l'assistance voulue pour lui assurer les meilleures chances de succès. L'ONUDI doit, avant tout, s'efforcer de ne pas décevoir les espoirs que les pays en voie de développement ont de voir la nouvelle Organisation contribuer à accélérer leur développement économique, grâce à l'industrialisation. Il appartient donc à tous les Etats Membres de faire preuve de la plus grande générosité et de prêter tout leur concours à l'ONUDI.

17. M. COSAC (Roumanie) dit que les décisions prises par le Conseil du développement industriel à sa première session témoignent du désir de tous les Etats Membres de contribuer à la réalisation des objectifs fixés lors de la création de l'ONUDI. A sa prochaine session, l'Assemblée générale pourra examiner les problèmes qui restent à régler, et l'on peut espérer qu'elle les résoudra à la satisfaction générale.

18. La délégation roumaine tient à répéter que la nouvelle Organisation sera efficace dans la mesure où elle tiendra compte des réalités du monde actuel et affirmera son caractère universel. La délégation roumaine s'oppose notamment à la discrimination qui frappe actuellement la République démocratique allemande. La nouvelle Organisation doit fonder ses activités sur le respect de la souveraineté et de l'égalité de droits de tous les Etats. Elle doit viser à être un centre international d'échanges entre pays parvenus à des niveaux de développement différents, en vue de corriger le déséquilibre actuel. Il est également indispensable que l'ONUDI tienne compte dans ses activités de la corrélation à établir entre l'industrialisation et la planification à l'échelon national. De même, elle doit coopérer étroitement avec les commissions économiques régionales. Dans cette perspective, la création d'un bureau régional de l'ONUDI en Europe, semblable à ceux qui sont prévus pour l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie, serait hautement souhaitable.

19. La délégation roumaine a l'intention de discuter les problèmes concernant l'organisation du Colloque international sur le développement industriel lorsque le Directeur exécutif fera rapport sur cette question à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.

20. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) dit que l'ONUDI doit être considérée comme un rouage essentiel de l'ensemble des organismes des Nations Unies. Elle ne répond cependant pas à tous les espoirs car, au cours des années qui ont précédé sa création, une tendance s'était affirmée en faveur d'une organisation qui traiterait de la question du développement industriel dans toute sa complexité et dans sa totalité, qui élaborerait une stratégie globale de l'industrialisation et qui s'emploierait à établir une nouvelle division internationale du travail en supprimant tout ce qui fait actuellement obstacle à l'industrialisation des pays en voie de développement.

21. La délégation tchécoslovaque est opposée à la conception d'une organisation qui se contenterait d'administrer des activités d'assistance technique. L'ONUDI doit envisager ses travaux avec beaucoup plus de dynamisme, les opérations sur le terrain jouant le rôle de

levier par rapport aux autres activités. Les activités sur le terrain doivent figurer dans les plans nationaux de développement, et l'ONUDI doit contribuer à l'établissement de ces plans. Restreindre les activités de cette Organisation aux seules tâches opérationnelles irait à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement eux-mêmes. La délégation tchécoslovaque pense que les premières années de la nouvelle Organisation montreront la nécessité de définir aussi largement que possible son domaine d'activité et d'assurer une participation étendue des divers pays à son action. La Tchécoslovaquie a contribué dans toute la mesure de ses moyens aux activités du Centre de développement industriel et, d'une manière générale, à tout ce qui a été entrepris par les organismes des Nations Unies pour promouvoir ce développement. Elle est prête à élargir substantiellement sa coopération avec l'ONUDI et à contribuer à ses activités opérationnelles.

22. Des experts tchécoslovaques se préparaient à prendre part au Colloque international sur le développement industriel, qui devait se tenir à Athènes. Mais cela supposait que toutes les conditions requises pour ses délibérations seraient garanties, et c'est en partant de cette hypothèse que le Gouvernement tchécoslovaque avait voté pour le choix d'Athènes comme lieu de cette rencontre. Il est évident qu'une réunion de cette sorte doit se tenir dans une ambiance favorable à la coopération internationale. Il semble malheureusement qu'Athènes ne soit pas actuellement une ville où l'on puisse trouver une telle atmosphère. Les meilleurs citoyens de la Grèce, pays de tradition démocratique ancienne, se trouvent dans des camps de concentration ou en prison ; ceux qui sont à l'étranger sont privés de la nationalité grecque. Ses hommes de science, dont la présence eût enrichi les délibérations du Colloque, ont eux-mêmes à souffrir. La délégation tchécoslovaque partage aussi les préoccupations du Directeur exécutif qui, dans sa déclaration liminaire (1499^e séance), exprimait la crainte que dans les mois qui viennent, le secrétariat ait à faire face à une charge trop lourde, son transfert à Vienne devant avoir lieu à peu près au même moment que le Colloque. Il semble que le travail du secrétariat se trouverait grandement facilité si le colloque avait lieu dans la ville où sera situé son siège ; pour sa part, la délégation tchécoslovaque ne verrait aucun inconvénient à appuyer une proposition tendant à retarder la date de cette rencontre.

23. M. CARANICAS (observateur de la Grèce), prenant la parole en vertu de l'article 75 du règlement intérieur, dit que son pays a toujours été un chaud partisan de l'industrialisation, ainsi que de la création d'une organisation du développement industriel. Il a donc entendu avec un grand intérêt le Directeur exécutif de l'ONUDI présenter le premier rapport du Conseil du développement industriel. Il n'aurait pas pour autant pris la parole si les déclarations du représentant de l'Union soviétique et de celui de la Tchécoslovaquie ne l'obligeaient à présenter quelques remarques.

24. En ce qui concerne la situation technique, M. Caranicas rappelle que l'Assemblée générale a adopté, le 9 décembre 1966, la résolution 2178 (XXI), par laquelle

elle fait sienne la décision du Conseil économique et social de réunir le Colloque international sur le développement industriel à Athènes, en décembre 1967. Un accord relatif au Colloque a été signé entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement grec en avril 1967. Lorsque la question du Colloque a été évoquée au Conseil du développement industriel, on a remercié la Grèce d'avoir proposé d'accueillir cette réunion. C'est au même moment que les délégations de l'Union soviétique et de la Tchécoslovaquie ont élevé des objections et déclaré qu'à leur avis, il serait préférable que le Colloque n'ait pas lieu en Grèce. Cependant, la Grèce se conforme aux obligations qui découlent des engagements qu'elle a pris; les préparatifs se poursuivent activement; un groupe de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies est venu à Athènes et n'a rien trouvé à redire aux dispositions prises, et M. Caranicas est persuadé que le Colloque se déroulerait à Athènes dans les conditions les plus satisfaisantes.

25. Quant au côté pratique de la question, M. Caranicas pense que les délégations voudraient savoir si les participants trouveront à Athènes des conditions de paix et de tranquillité. Depuis le 21 avril 1967, la Grèce a vu la fin d'une période de démagogie destructive et d'une situation qui approchait de l'anarchie. Des désordres et des manifestations avaient lieu constamment, et des grèves interrompaient le fonctionnement des transports et des télécommunications. Un colloque international n'aurait pu se dérouler convenablement dans des circonstances aussi défavorables.

26. Les délégations de l'URSS et de la Tchécoslovaquie se placent sur le terrain politique; c'est pour des raisons politiques qu'elles s'opposent à ce que le choix d'Athènes soit maintenu. M. Caranicas le regrette, mais le Conseil ne s'étonnera pas de les voir une fois encore mêler des considérations politiques aux questions économiques. Quoi qu'il en soit, une décision a été prise par l'Assemblée générale; un accord a été signé; il est en train d'être exécuté par tous les Etats Membres et par le Gouvernement grec, avec l'aide de l'ONUDI et d'autres institutions internationales. Mettre en cause la validité d'un accord, non pas parce que le gouvernement du pays hôte ne remplit pas ses obligations, mais simplement parce que certains représentants n'aiment pas le

régime actuel de ce pays, voilà qui, de l'avis de M. Caranicas, créerait un précédent dangereux. Le représentant de l'URSS a parlé de terreur et de camps de concentration; suivant son habitude il a cité des extraits de presse, mais des extraits d'articles favorables à sa thèse. En fait, le Colloque trouverait à Athènes une atmosphère de paix et de tranquillité; M. Caranicas espère que l'Organisation des Nations Unies, fidèle à l'accord conclu, continuera d'aider la Grèce dans ses préparatifs et ne permettra pas que le Colloque se tienne ailleurs que dans la ville déjà choisie pour cette rencontre.

27. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que les extraits de journaux qu'il a cités étaient uniquement ceux qui avaient trait à la question du Colloque. L'observateur de la Grèce s'est efforcé de détourner l'attention du problème réel, qui est de savoir s'il est séant qu'un colloque international sur le développement industriel ait lieu en Grèce. M. Caranicas dit que le calme et la paix règnent à Athènes, mais la paix règne aussi dans les cimetières, et le calme derrière les barbelés. Ce genre de paix et de calme ne saurait convenir à un colloque des Nations Unies, quel qu'il soit.

Conditions de travail dans la Salle du Conseil

28. M. LOPEZ (Philippines) rappelle qu'à la 1488^e séance, le représentant du Mexique a signalé les conditions d'inconfort qui caractérisent la salle où siège le Conseil. La climatisation serait nécessaire, et les écouteurs devraient être remplacés. M. Lopez prie instamment le Président de s'adresser aux services compétents du Secrétariat, à Genève et s'il le faut à New York, pour obtenir que les conditions de travail soient améliorées.

29. Le PRÉSIDENT répond qu'avec l'agrément du Conseil il est prêt à transmettre les observations des délégations du Mexique et des Philippines au Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, et à informer le Conseil du résultat de cette démarche.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h 15.